

## Comprendre le Brexit

L'état de sidération des élites devant le Brexit, quelles soient politiques, économiques ou médiatiques, permet de mesurer à quel point les classes dirigeantes sont déconnectées de la vie quotidienne des citoyens. Cette déconnexion s'incarne avec la phrase « *on aurait jamais cru* ». Comment expliquer cette fracture ?

La construction européenne, tout comme la construction de la république française, a été principalement poussée par deux courants idéologiques : un premier courant composé de défenseurs des intérêts économiques, souvent nommés « *les libéraux* », et un deuxième courant composé de défenseurs des intérêts des travailleurs salariés et fonctionnaires, souvent nommés « *les socialistes* » ou « *les travaillistes* ». Ce mariage de raison avait pour but de lutter contre les nationalistes et les soviétiques dans le cas européen, et contre les monarchistes et les religieux dans le cas de la république française. Pour la construction européenne cette alliance a bien fonctionné pendant la période d'après guerre, car chaque camp était de force équivalente. Mais, au début des années 90, après la chute du mur de Berlin, cet équilibre a été rompu.

Après la victoire du bloc capitaliste sur le bloc communiste, les libéraux se sont retrouvés en position de force face aux socialistes. Ils ont alors mené une vaste campagne idéologique pour détruire leur ancien compagnon de route, jugé désormais inutile. Ainsi, le processus de régression social, initié par les néolibéraux anglo-saxons incarnés par Thatcher, s'est accéléré. Dans un premier temps, les anciens pays du bloc soviétique ont été touchés. Après une violente transition, ils se sont en effet retrouvés dans des systèmes économiques plus libéraux que ceux des pays de l'ouest. Quand ces pays ont intégré l'Union Européenne, le différentiel économique et social entre les partenaires était tel qu'il a engendré un processus de dumping social intra-européen. Ce processus a conduit les entreprises à délocaliser à l'est pour trouver de la main d'œuvre bon marché, et a poussé de nombreux travailleurs de l'est à se déplacer vers l'ouest pour trouver une vie meilleure. L'ampleur de ces mouvements de population est inégalée dans l'histoire des élargissements européens (près de 2 millions de Polonais ont quitté leur pays pour des pays de l'Union Européenne entre 2002 et 2007). À la fin des années 90, le processus de régression social se poursuit à l'ouest, particulièrement au nord. De nombreux partis, historiquement défenseurs des travailleurs, se métamorphosent alors et adoptent des politiques libérales, comme le Labour de Tony Blair ou le SPD de Gérard Schröder, renommés partis « *sociaux-libéraux* ». À l'est, les partis populistes se renforcent, alimentés par le terreau des nombreux exclus du système. En 2005, la France refuse par référendum le traité de constitution européenne, principalement par crainte d'une partie des pro-européens d'une Europe trop libérale, incarnée par le « *plombier polonais* ». C'est à dire pour la même raison qui conduira dix ans plus tard de nombreux travailleurs britanniques à voter pour le Brexit. En 2007, quand la crise éclate, au lieu d'une remise en cause du système économique libéral, le processus de régression social s'est accéléré, touchant maintenant fortement les pays du sud de l'Europe : Portugal, Espagne, Italie, Grèce, et, aujourd'hui, la France.

Ainsi, abandonnés par leurs défenseurs historiques, de plus en plus de travailleurs se sont tournés vers des partis nationalistes. Ce processus a effrité le socle de citoyens qui soutenaient la construction européenne. La classe dominante, qui baigne dans un mirage médiatique où son idéologie est massivement représentée, ne peut percevoir ce phénomène. Seul le suffrage universel permet de mettre en évidence ce mouvement, qui, au Royaume Uni, est donc devenu majoritaire.

En trente ans de régressions sociales, l'idéologie socialiste a été balayée. Or, si l'avenir de la construction européenne n'est pas plus social, il sera difficile à l'union européenne de perdurer, car le flux de citoyens qui basculent vers des partis nationalistes finira par donner une majorité aux souverainistes. L'Europe reviendrait alors en configuration du début du XX siècle, avec une multiplication de revendications territoriales et de poussées indépendantistes. Il est donc urgent que les libéraux acceptent de collaborer à nouveaux avec leur ancien compagnon socialiste, avant qu'il ne soit trop tard.